



8 avril 2019

(19-2227)

Page: 1/2

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: français

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1. Membre notifiant: <u>BURUNDI</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2. Organisme responsable: Burundi Bureau of Standards and Quality Control (BBN) Boulevard de la Tanzanie N° 500 BP: 3535 Bujumbura, Burundi Tel: +25722221815/+25722221577 E- Mail: info@bbn-burundi.org Website: www.bbn-burundi.org Les nom et adresse (y compris les numéros de téléphone et de fax et les adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant) de l'organisme ou de l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doivent être indiqués si cet organisme ou cette autorité est différent de l'organisme susmentionné:
3. Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [X], 5.7.1 [], autres:
4. Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Qualité (ICS 03.120)
5. Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Ordonnance Conjointe N°340/1618 du 19/11/2013 Portant Contrôle de la qualité des produits commercialisés au Burundi. (7 page(s), en français)
6. Teneur: La présente ordonnance définit les modalités d'évaluation de conformité des produits entrant dans le champ d'application <u>d'une norme</u> dont l'application a été rendue obligatoire et les prescriptions relatives à la mise sur le marché des produits commercialisés au Burundi. Elle s'applique aussi aux produits et marchandises importés ou fabriqués au Burundi et entrant dans le champ d'application <u>d'une norme</u> dont l'application a été rendue obligatoire ainsi qu'à l'ensemble des produits mis sur le marché national.
7. Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: Information des consommateurs, Étiquetage; Prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs; Protection de la santé et de la vie des personnes; Protection de l'environnement; Prescriptions en matière de qualité

8.	Documents pertinents: <ol style="list-style-type: none">1. La Constitution du Burundi;2. La Loi N°1/13 du 20 Juin 2001 portant Modification du Décret - Loi N°1/17 du 7 Mai 1982 portant création du Bureau burundais de normalisation et contrôle de la qualité;3. La Loi N° 1 /06 du 25 Mars 2010 portant Régime juridique de la concurrence;4. La Loi N° 1/07 du 26 Avril 2010 portant Code du commerce;5. La Loi N°1/03 du 04 Janvier 2011 portant Système nationale de normalisation, métrologie, assurance de la qualité et essais;6. L'Ordonnance N°750/721 du 20 Mai 2013 portant Modalités d'affichage des prix des produits exposés ou ouverts en vente et de publication du tarif de prestations offertes au public ainsi que des mentions figurant sur la facture commerciale.
9.	Date projetée pour l'adoption: à déterminer Date projetée pour l'entrée en vigueur: à déterminer
10.	Date limite pour la présentation des observations: 60 jours à compter de la date de notification
11.	Entité auprès de laquelle les textes peuvent être obtenus: point d'information national [X] ou adresse, numéros de téléphone et de fax et adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant, d'un autre organisme: http://www.bbn-burundi.org/Documents/ordonnance_conjointe.dotx.pdf